

---

## TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT .....	3
7.1 BESOIN.....	3
7.2 AUTORISATION DE TACHE.....	3
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	4
7.4 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ .....	5
7.5 DURÉE DU CONTRAT.....	6
7.7 RESPONSABLES.....	6
7.8 PAIEMENT .....	8
7.9 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES .....	13
7.10 LOIS APPLICABLES .....	13
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS .....	13
7.12 CONTRAT DE DÉFENSE .....	14
7.13 RÈGLEMENTS CONCERNANT LES EMPLACEMENTS DES FORCES CANADIENNES .....	14
7.14 EQUIPMENT ACCÈS AUX INSTALLATIONS ET À L'ÉQUIPEMENT .....	14
7.15 ACCÈS AUX LIEUX D'EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	14
7.16 RESSORTISSANTS ÉTRANGERS (ENTREPRENEUR CANADIEN OU ENTREPRENEUR ÉTRANGER) .....	14
7.17 ASSURANCE.....	14
7.18 PROGRAMME DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES.....	14
7.19 MARCHANDISES CONTRÔLÉES .....	14
7.20 AUTORITÉ DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ.....	14
7.21 COTE DE PRIORITÉ.....	15
7.22 CERTIFICAT D'UTILISATEUR FINAL .....	15
7.23 DOCUMENTS DE SORTIE .....	15
7.24 CODAGE PAR CODE À BARRES – MARQUAGE DE L'EMBALLAGE.....	15
7.25 INSPECTION ET ACCEPTATION .....	16
7.26 PLAN QUALITÉ.....	16
7.27 ISO 9001:2015 SYSTÈMES DE MANAGEMENT DE LA QUALITÉ - EXIGENCES (CODE DE L'ASSURANCE DE LA QUALITÉ Q) .....	16
7.28 ACCÈS AUX SYSTÈMES INFORMATIQUES DU MDN – ACCORD DE NON-DIVULGATION .....	16
7.30 OUTILLAGE – PRÊTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE .....	18
7.31 BIENS EXCÉDENTAIRES DE L'ÉTAT .....	19
7.32 ÉLIMINATION DE DÉCHETS DANGEREUX.....	19
7.33 DOCUMENTS TECHNIQUES FOURNIS PAR LE GOUVERNEMENT .....	19
7.34 CATALOGUE DU MATÉRIEL SUR CD-ROM.....	19
7.35 CODES NON AUTORISÉS .....	19
7.36 MATÉRIEL.....	20
7.38 BESOINS DE NAVIGABILITÉ.....	21

---

## ANNEXES

Annexe A	Énoncé du travail à exécuter (ETE)
Appendice 1	Équipement visé
Appendice 2	Formulaire d'approbation de modification et processus de gestion des changements
Appendice 3	Environnement de gestion de l'information
Appendice 4	Liste des données essentielles au contrat et description de produits livrables
Appendice 5	Sigles et glossaire
Appendice 6	Liste des documents de référence
Appendice 7	Décisions d'importance
Appendice 8	Soutien de l'installation de l'escadre
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
Annexe D	Spécification relative à la gestion du rendement
Annexe E	Modalités applicables aux retombées industrielles et technologiques et à la proposition de valeur
Annexe F	Équipement fourni par le gouvernement et biens fournis par le gouvernement
Annexe G	Documents en sécurité de l'information de la technologie
Annexe H	DND 626 - Autorisation des tâches
Annexe I	Accord de confidentialité

---

## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **7.1 Besoin**

- 7.1.1 Le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'un soutien en navigabilité qui soit économique et axé sur le rendement pour les groupes de propulsion J85 CAN-40 de General Electric installés à bord des appareils CT114 Tutor de l'Aviation royale canadienne (ARC). Il s'agit d'un besoin à long terme s'échelonnant jusqu'à la fin de la durée de vie de la flotte d'appareils.

La portée des besoins comprend :

Section 1 – Introduction  
Section 2 – Exigences relatives à la transition  
Section 3 – Gestion des programmes  
Section 4 – Services de soutien technique  
Section 5 – Services de soutien à la maintenance  
Section 6 – Services de soutien du matériel  
Section 7 – Services de soutien à l'instruction  
Section 8 – Services de soutien à la gestion des données techniques et des publications  
Section 9 – Services de soutien à la gestion de l'information  
Section 10 – Besoins en ressources

- 7.1.2 Les exigences ci-dessus sont décrites en détail dans l'annexe A, Énoncé de travail d'un exécuter testamentaire, de la partie 7 et les appendices comprises.
- 7.1.3 Pendant la période du contrat, les travaux à effectuer par l'entrepreneur sera art en vigueur, avec les documents figurant dans les annexes A à I (inclusivement) de la partie 7 et les appendices comprises.
- 7.1.4 Aux fins du présent contrat, l'entrepreneur doit démontrer qu'il est prêt et apte à entreprendre les travaux autorisés selon les modalités du contrat, en respectant les exigences de transition. Si l'entrepreneur ne démontre pas que la transition est réussie et qu'il est prêt à commencer les travaux, conformément à l'annexe A, Énoncé de travail d'un exécuter testamentaire, alors, sans porter atteinte aux droits du ministre, le Canada peut prendre des mesures en cas de manquement de la part de l'entrepreneur.

### **7.2 Autorisation de tâche**

#### **7.2.1 Obligation du Canada - Portion des travaux réalisée au moyen d'autorisations de tâches**

L'obligation du Canada à l'égard de la portion des travaux qui est réalisée en vertu du contrat au moyen d'autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches effectivement réalisées par l'entrepreneur.

#### **7.2.2 Processus d'autorisation de tâches**

La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat.

1. Le Responsable des achats fournira à l'entrepreneur une description des tâches au moyen en utilisant le du « Formulaire d'autorisation des tâches pour les clients autres que le MDN », ou le « Formulaire d'autorisation des tâches DND 626 », ou encore le formulaire « Autorisation de tâches » de l'annexe H.
2. L'autorisation de tâches (AT) comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits à livrer et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'AT comprendra également les bases et les méthodes de paiement applicables, comme le précise le contrat.
3. Dans les 10 jours civils suivant la réception de l'AT, l'entrepreneur doit fournir au Responsable des achats le coût total estimatif proposé pour l'exécution des tâches et une ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat.
4. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant la réception de l'AT autorisée par le Responsable des achats. L'entrepreneur reconnaît que avant la réception d'une AT le travail effectué sera à ses propres risques.

### 7.2.3 Limite d'autorisation de tâches

Le Responsable des achats peut autoriser les autorisations de tâches individuelles jusqu'à une limite de 100,000.00\$, les taxes applicables incluses, y compris toutes révisions.

Une autorisation de tâches qui dépasserait cette limite doit être autoriser par l'autorité contractante avant d'être émise.

### 7.2.4 Autorisation de tâches - ministère de la Défense nationale

Le processus d'autorisation de tâches sera administré par *Défense nationale* – DAP 2-2-3. Ce processus comprend la surveillance, le contrôle et le rapport des dépenses dans le cadre du contrat avec des autorisations de tâches à l'intention de l'autorité contractante.

## 7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

### 7.3.1 Conditions générales

[2035](#) (2022-5-12), Conditions générales - besoins plus complexes de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 2035 12 (2013-03-21) Présentation des factures, sous-article 1 est modifié comme suit :

SUPPRIMER : Dans son intégralité.

INSÉRER :

1. Les factures doivent être soumises au nom de l'entrepreneur. L'entrepreneur doit présenter des factures conformément à l'article intitulé « Instructions relatives à la facturation – Facture mensuelle ; ces factures doivent s'appliquer uniquement au présent contrat.

### 7.3.2 Conditions générales supplémentaires

7.3.2.1 **4010** (2012-07-16), Services - besoins plus complexes, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3.2.2 **4006** (2010-08-16), L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 4006-02 (2008-05-12) Dossiers et divulgation des renseignements originaux sous-article 1 est modifié comme suit :

SUPPRIMER : Dans son intégralité.

INSÉRER

1. Information durant et après la période d'exécution du contrat, l'entrepreneur doit conserver des dossiers détaillés sur les renseignements originaux, incluant les données portant sur leur création, propriété, ainsi que sur toute vente ou tout transfert de tout droit de propriété sur les renseignements originaux. L'entrepreneur doit signaler et divulguer pleinement au Canada l'ensemble des renseignements originaux comme le contrat l'exige. Si le contrat ne prévoit pas spécifiquement quand et comment l'entrepreneur doit le faire, l'entrepreneur doit fournir ces renseignements dès que l'autorité contractante ou un représentant du ministère ou l'organisme pour lequel le contrat est exécuté en fait la demande, que ce soit avant ou après l'exécution du contrat.

#### 7.4 Exigences relatives à la sécurité

7.4.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par le Programme de sécurité des contrats) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau **SECRET**, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Ce contrat comprend un accès à des marchandises contrôlées. Avant d'avoir accès, le soumissionnaire doit être inscrit au Programme des Marchandises Contrôlées de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau **SECRET**, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements ou de biens PROTÉGÉS hors des établissements visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
5. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
6. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C.;
  - b) du Manuel de la sécurité des contrats (dernière édition).

**7.4.2** L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du **Programme de sécurité des contrats** que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

## **7.5 Durée du contrat**

### **7.5.1 Période du contrat**

7.5.1.1 La période initiale du contrat commence à la date d'attribution et se termine le 31 mars 2027.

7.5.1.2 La première année du contrat est définie comme la période comprise entre la date d'attribution du contrat et le 31 mars 2024; la période n'a pas une durée de 12 mois.

### **7.5.2 Option to Extend the Contract**

7.5.2.1 L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat d'un maximum de trois (3) périodes supplémentaires de 12 mois, selon les mêmes conditions. Le Canada se réserve le droit d'exercer plus d'une (1) période d'option à la fois. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables, telles qu'elles sont définies dans la base de paiement.

7.5.2.2 L'entrepreneur accorde également au Canada l'option irrévocable de prolonger le contrat au-delà de la fin de vie (FDV) prévue en 2030. La FDV est définie comme la date de fin de vie approuvée de la flotte CT114, plus toute période supplémentaire pour incorporer les futures prolongations de fin de vie approuvées. Ces prolongations seront régies de la même manière (comme décrit ci-dessus) en ce qui concerne l'exécution, les prolongations successives et le paiement, conformément aux dispositions applicables énoncées dans la base de paiement.

7.5.2.3. L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis aux termes du contrat exige la continuité et qu'il pourrait être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de douze (12) mois selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d'être payé conformément aux dispositions applicables, telles qu'elles sont énoncées dans la base de paiement.

7.5.2.4 L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de chaque prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification du contrat.

## **7.6 Ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG)**

Le contrat avec autorisations de tâches est d'établir la livraison du besoin décrit dans le cadre du contrat aux utilisateurs désignés, et ce, partout au Canada, sauf dans les zones visées par des ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut, au Québec et au Labrador. Toute demande de livraison dans les zones visées par des ERTG au sein du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Québec ou du Labrador devra faire l'objet de marchés distincts attribués en dehors du contrat.

## **7.7 Responsables**

### **7.7.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Sylvain Desbois  
Chef d'équipe d'approvisionnement  
Division des avions de chasse et d'entraînement - BB  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Téléphone : 819-920-8660  
Courriel : sylvain.desbois@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

### 7.7.2 Responsable des achats

(insérer à l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 7.7.3 Responsable technique

(insérer à l'attribution du contrat)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

---

**7.7.4 Représentant de l'entrepreneur**  
(insérer à l'attribution du contrat)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

**7.7.5 Gestionnaire de programme de l'entrepreneur**  
(insérer à l'attribution du contrat)

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

**7.8 Paiement**

7.8.1 À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé conformément à l'annexe B, Base de paiement.

**7.8.2 Autorisations de paiement supplémentaires**

**7.8.2.1 Base de paiement – Autorisations de tâches**

7.8.2.2 À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu de l'autorisation de tâches – 626 approuvée, l'entrepreneur sera payé un prix plafond, assujéti à un rajustement à la baisse OU le(s) prix unitaire(s) ferme(s) tel(s) que négocié(s) entre le Canada et l'entrepreneur et figurant dans l'autorisation de tâches – 626 approuvée. Les prix indiqués dans l'annexe B, Base de paiement, s'appliquent aux travaux effectués en vertu d'une autorisation de tâches – 626. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

7.8.2.3 Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux indiqué dans l'autorisation de tâches découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**7.8.3 Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte**

7.8.3.1 Exception faite des frais de déplacement et de subsistance indiqués dans le formulaire MDN 626 – Autorisation de tâches, tous les frais de déplacement et de subsistance seront inclus dans les frais généraux de l'entrepreneur.

7.8.3.2 Les frais de déplacement et de subsistance indiqués dans un formulaire MDN 626 doivent être accompagnés de documents d'approbation et de reçus pour les frais directs. L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des tâches autorisées au moyen d'un formulaire MDN 626, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et/ou les frais administratifs généraux, conformément aux indemnités relatives aux repas et à l'utilisation d'un véhicule privé qui sont

précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Le Canada ne versera à l'entrepreneur aucune indemnité de faux frais pour les voyages autorisés.

7.8.3.3 Tout déplacement doit être approuvé au préalable par Responsable technique.

7.8.3.4 Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

#### **7.8.4 Limitation des dépenses**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de \_\_TBD\_\_\$\_. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrée aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 % de la somme est engagée,
  - b. quatre mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, selon la première de ces conditions à se présenter.
3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

#### **7.8.5 Limite des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâches**

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat pour toutes les autorisations de tâches autorisées, y compris toutes révisions, ne doit pas dépasser la somme de \_\_TBD\_\_\$\_. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.
2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins qu'une augmentation ait été approuvée, par écrit, par l'autorité contractante.
3. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :
  - a. lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
  - b. quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
  - c. dès que l'entrepreneur juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans le cadre des autorisations de

---

tâches, y compris toutes révisions, selon la première de ces conditions à se présenter.

4. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

#### **7.8.6 Financement par année financière**

- 7.8.6.1 Malgré le coût estimatif total (Limitation des dépenses) précisé au contrat et à moins d'une autorisation écrite à l'effet contraire de l'autorité contractante, le montant maximum qui pourra être payé pour les travaux complétés pour la période prenant fin le 31 mars de chaque année est établi comme suit :

Période du 1er avril 20\_\_ au 31 mars 20\_\_ : \_\_TBD\_\_\$ (À déterminer)  
Période du 1er avril 20\_\_ au 31 mars 20\_\_ : \_\_TBD\_\_\$ (À déterminer)  
Période du 1er avril 20\_\_ au 31 mars 20\_\_ : \_\_TBD\_\_\$ (À déterminer)  
Période du 1er avril 20\_\_ au 31 mars 20\_\_ : \_\_TBD\_\_\$ (À déterminer)

#### **7.8.7 Paiement mensuel**

- 7.8.7.1 Le Canada paiera l'entrepreneur chaque mois pour les travaux complétés (c.-à-d. biens livrés/services rendus) pendant le mois visé par la facture conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada; et
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

##### **7.8.7.2 Clarifications**

Le travail effectué et complété (marchandises acheminées et/ou services rendus) est défini comme suit :

- a) Ce qui suit peut être réclamé par l'entrepreneur seulement lorsque le bon de travail associé est complété et que la pièce réparée est en service et prête pour l'installation ou que le matériel est reçu par l'entrepreneur et inséré dans le système d'enregistrement du MDN :
  - i. Ligne 1;
  - ii. Ligne 2, selon l'ELE, annexe A, section 5, paragraphe 5.5.3.4 et la section 7, paragraphe 7.5.2;
  - iii. Ligne 3 – demandes de travaux supplémentaires;
  - iv. Ligne 4 – demandes de travaux supplémentaires;
  - v. Ligne 5;
  - vi. Ligne 6; et
  - vii. Ligne 7.
- b) Ce qui suit peut être réclamé par l'entrepreneur pour les services rendus (c.-à-d. les heures travaillées) durant la période de facturation, tout en tenant compte des montants maximums approuvés par Canada dans la Prévision annuelle des activités :

- i. Ligne 2, selon l'ELE, annexe A, section 5, paragraphe 5.5.3.3 et la section 7, paragraphe 7.5.1;
- ii. Ligne 3 – sauf les demandes de travaux supplémentaires; et
- iii. Ligne 4 – sauf les demandes de travaux supplémentaires.

### 7.8.9 Vérification discrétionnaire des comptes

7.8.9.1 Les éléments qui suivent peuvent faire l'objet d'une vérification des comptes par le gouvernement avant ou après le paiement :

- a) Le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément à la base de paiement, y compris le temps facturé.
- b) L'exactitude des systèmes de l'entrepreneur nécessaires pour étayer l'aspect axé sur le rendement du contrat et les systèmes nécessaires pour traiter l'information relative aux retombées industrielles et technologiques de l'entrepreneur.
- c) The estimated amount of profit in any firm-priced element, firm time rate, firm overhead rate, or firm salary multiplier, for which the Contractor has provided the appropriate certification. The purpose of the audit is to determine whether the actual profit earned on a single contract if only one exists, or the aggregate of actual profit earned by the Contractor on a series of negotiated contracts containing one or more of the prices, time rates or multipliers mentioned above, during a particular period selected, is reasonable and justifiable based on the estimated amount of profit included in earlier price or rate certification(s).
- d) Any firm-priced element, firm time rate, firm overhead rate, or firm salary multiplier for which the Contractor has provided a "most favoured customer" certification. The purpose of such audit is to determine whether the Contractor has charged anyone else, including the Contractor's most favoured customer, lower prices, rates or multipliers, for like quality and quantity of goods or services.

7.8.9.2 Tout paiement effectué avant la fin de la vérification des comptes sera considéré uniquement comme paiement provisoire et devra faire l'objet d'un rajustement dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. Pour tout paiement en trop, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé.

### 7.8.10 Contrôle du temps

Clause du Guide des CCUA [C0711C](#) (2008-05-12) Contrôle du temps

### 7.8.11 Instructions relatives à la facturation – Facture mensuelle

- 7.8.11.1 L'entrepreneur doit présenter une facture aux fins de paiement en utilisant le formulaire intitulé « PWGSC TPSGC 1111 – Demande de paiement progressif ». Chaque facture doit faire état des renseignements suivants :
- 7.8.11.2 Tous les renseignements pertinents précisés à la section intitulée « Présentation des factures » des conditions générales;
- 7.8.11.3 Ligne 001, prix pour l'entretien de troisième ligne sur place : Le nombre total d'heures consacrées à la prestation des services (selon la ligne 001 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement), multiplié par le taux horaire entier de la main-

- 
- d'œuvre, selon la ligne 001 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement;
- 7.8.11.4 Ligne 002, prix pour l'entretien de deuxième et de première lignes et la compétence relative à l'entretien : Le nombre total d'heures consacrées à la prestation des services (selon la ligne 002 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement), multiplié par le taux horaire entier de la main-d'œuvre, selon la ligne 002 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement;
- 7.8.11.5 Ligne 003, prix pour les recherches, la publication et la formation: La somme des montants de toutes les autorisations de tâches accomplies pendant la période de facturation (selon la ligne 003 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement);
- 7.8.11.6 Ligne 004, prix pour les services de support en matériel, l'expédition et le soutien à l'élimination: la somme des montants de toutes les autorisations de tâches accomplies pendant la période de facturation (selon la ligne 004 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement);
- 7.8.11.7 Ligne 005, prix pour le détachement mobile de réparation (DMR) axés sur les tâches ou le travail hors du site : La somme des montants de toutes les autorisations de tâches accomplies pendant la période de facturation (selon la ligne 005 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement);
- 7.8.11.8 Ligne 006, manutention du matériel – prix pour le matériel fourni par l'entrepreneur (MFE), : Le montant de toutes les pièces de rechange MFE pendant la période visée et de la manutention doit être calculé et indiqué comme suit :
- a) La somme du prix de revient effectif (annexe B, Base de paiement, paragraphe 3.2) de tout le MFE reçu par l'entrepreneur, sur la base du processus défini à l'annexe B, Base de paiement, figure 1; et
  - b) Le prix de revient effectif de tout le MFE, multiplié par le coût de manutention du matériel (selon la ligne 006 du tableau 1 de l'annexe B, Base de paiement);
- 7.8.11.9 Ligne 007, prix pour contrats de sous-traitance : Le montant de tous les travaux de sous-traitance réalisés durant la période de facturation visée, calculé et indiqué comme suit :
- a) La somme des montants de tous les travaux de sous-traitance facturés à l'entrepreneur, indiqués dans les factures des sous-traitants remises à l'entrepreneur; me des montants de tous les travaux de sous-traitance facturés à l'entrepreneur, indiqués dans les factures des sous-traitants remises à l'entrepreneur;
  - b) La somme de tous les travaux de sous-traitance achevés, multipliée par le tarif du sous-traitant (selon la ligne 007 du tableau 1 ou 2 [selon le cas] de l'annexe B, Base de paiement); et
  - c) L'entrepreneur doit fournir les factures des sous-traitants à titre de documentation à l'appui relativement à la facture.
- 7.8.11.10 Ligne 008, dommages-intérêts fixés à l'avance : Les dommages-intérêts fixés à l'avance, tels que définis à l'annexe B, Base de paiement section 4 doivent être facturés sous la forme d'un montant négatif sur la facture.
- 7.8.11.11 Les taxes applicables doivent être calculées sur le montant total de la facture avant que toute retenue négative ne soit appliquée. Au moment où une retenue est débloquée

(positive), il n'y aura pas de taxes applicables à payer, car elles ont été facturées et payées avant que la retenue négative ne soit appliquée.

- 7.8.11.12 L'entrepreneur doit préparer et certifier une (1) facture originale et deux (2) copies de la facture mensuelle. L'original et une copie doivent être envoyés au responsable de l'approvisionnement (RA) et une copie doit être envoyée à l'autorité contractante (AC), toutes deux identifiées dans la section intitulée « Responsables » du contrat. Une copie électronique des factures mensuelles et de la Liste des données essentielles au contrat (LDEC)/description des données (DD) MAT-004, Rapport mensuel de données, doit être transmise en même temps au RA au format Microsoft Excel.
- 7.8.11.13 L'entrepreneur doit préparer toutes les factures en dollars canadiens. Aux fins de la facturation, l'entrepreneur doit utiliser le taux de change établi par la Banque du Canada le dernier jour de la période de facturation, c'est-à-dire le dernier jour du mois.
- 7.8.10.14 L'entrepreneur ne doit inclure dans la facture que les éléments pour lesquels les biens et/ou les services ont été achevés et rendus.

## **7.9 Attestations et renseignements supplémentaires**

### **7.9.1 Conformité**

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

### **7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur**

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré comme non conforme aux modalités du contrat.

### **7.10 Lois applicables**

- 7.10.1 Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans la (*insérer à l'attribution du contrat*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### **7.11 Ordre de priorité des documents**

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les Conditions générales
- c) les conditions générales supplémentaires
- d) l'annexe B, Base de paiement;
- e) l'annexe A, Énoncé de travail d'un exécutif testamentaire;

- f) l'annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- g) l'annexe D, Plan de gestion du rendement;
- h) l'annexe E, Retombées industrielles et technologiques;
- i) l'annexe F, Équipement fourni par le gouvernement et biens fournis par le gouvernement;
- j) l'annexe G, Documents en sécurité de l'information de la technologie;
- k) l'annexe I, Accord de confidentialité; et
- l) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_TBD\_\_.

#### **7.12 Contrat de défense**

Clause du Guide des CCUA [A9006C](#) (2012-07-16) Contrat de défense

#### **7.13 Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes**

Clause du Guide des CCUA [A9062C](#) (2011-05-16) Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes

#### **7.14 Equipment Accès aux installations et à l'équipement**

Clause du Guide des CCUA [A9028C](#) (2007-05-25) Equipment Accès aux installations et à l'équipement

#### **7.15 Accès aux lieux d'exécution des travaux**

Clause du Guide des CCUA [A1009C](#) (2008-05-12) Accès aux lieux d'exécution des travaux

#### **7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien OU entrepreneur étranger)**

Clause du Guide des CCUA [A2000C](#) (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

**OU**

Clause du Guide des CCUA [A2001C](#) (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

#### **7.17 Assurance**

Clause du Guide des CCUA [G1005C](#) ( 2016-01-28 ) Assurance - aucune exigence particulière

#### **7.18 Programme des marchandises contrôlées**

Clause du Guide des CCUA [A9131C](#) (2020-11-19) Programme des marchandises contrôlées

#### **7.19 Marchandises contrôlées**

Clause du Guide des CCUA [B4060C](#) (2011-05-16) Marchandises contrôlées

#### **7.20 Autorité de l'assurance de la qualité**

Clause du Guide des CCUA [D5510C](#) (2022-05-12) Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) : Entrepreneur établi au Canada

**OU**

Clause du Guide des CCUA [D5515C](#) (2010-01-11) Autorité de l'assurance de la qualité (Ministère de la Défense nationale) - Entrepreneur établi à l'étranger et aux États-Unis

---

## 7.21 Cote de priorité

Clause du Guide des CCUA [C2801C](#) (2022-03-29) Cote de priorité : Entrepreneurs établis au Canada

OU

Clause du Guide des CCUA [C2800C](#) (2013-01-28) Cote de priorité

## 7.22 Certificat d'utilisateur final

Le Canada atteste que les biens, les services ou les deux commandés dans le cadre du contrat sont achetés par le Canada pour l'usage exclusif des Forces armées canadiennes.

## 7.23 Documents de sortie

### Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) : entrepreneur établi au Canada

- a) À moins d'avis contraire du responsable de l'assurance de la qualité du ministère de la Défense nationale (MDN), la signature du représentant de l'assurance de la qualité du MDN n'est pas exigée sur le document de sortie.
- b) L'entrepreneur obtiendra l'accès au système de dossiers du MDN, le SIGRD, pendant la période de transition du contrat. Si le SIGRD n'est pas disponible, le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire FC1280 du MDN, Certificat de libération, d'inspection et de réception, ou d'un document de sortie contenant les mêmes données. L'entrepreneur doit préparer le(s) document(s) de sortie.
- c) Si le SIGRD n'est pas disponible. Pour retourner du matériel de réparation et de révision à la Chaîne d'approvisionnement de la Défense, utiliser le formulaire DND 2227/DND 2228 au lieu de FC1280.

OU

### Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi aux États-Unis

L'entrepreneur aura accès au système de dossiers du MDN, le SIGRD, pendant la période de transition du contrat. Si le SIGRD n'est pas disponible, le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen du formulaire « DD 250, Material Inspection and Receiving Report » ou un document de sortie contenant les mêmes données et accepté par le représentant de l'assurance de la qualité L'entrepreneur doit préparer le(s) document(s) de sortie.

OU

### Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) – entrepreneur établi à l'étranger

L'entrepreneur aura accès au système de dossiers du MDN, le SIGRD, pendant la période de transition du contrat. Si le SIGRD n'est pas un matériel disponible, le matériel doit être libéré aux fins d'expédition au moyen d'un certificat de conformité, conformément au STANAG 4107 de l'OTAN, qui doit être préparé par l'entrepreneur.

## 7.24 Codage par code à barres – marquage de l'emballage

- 7.24.1 L'entrepreneur doit apposer, sur l'emballage, des codes à barres pour le ou les articles identifié(s) par le responsable de l'approvisionnement (RA), avec le numéro d'identification d'application identifié par le RA, en utilisant la symbologie code à barres UCC/EAN-128 (Uniform Code Council/EAN International). Sous le symbole du code à barres, l'entrepreneur doit apposer la traduction en clair du code.

7.24.2 Le symbole de code à barres doit être lisible et être appliqué sur une surface imprimable ou sur une étiquette et doit être placé conformément à la spécification relative à l'emballage des Forces canadiennes D-LM-008-002/SF-001, Marquage des articles à entreposer ou à expédier (en vigueur à la date de clôture de la demande de soumissions).

## 7.25 Inspection et acceptation

Le Responsable technique sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

## 7.26 Plan qualité

Au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit soumettre pour acceptation par le ministère de la Défense nationale (MDN) un plan qualité préparé selon la dernière édition (à la date du contrat) de ISO 10005:2018 « Systèmes de gestion de la qualité – Lignes directrices pour les plans qualité ». Le plan qualité devra décrire comment l'entrepreneur entend se conformer aux exigences de qualité spécifiées dans le contrat et spécifier comment les activités reliées à la qualité se dérouleront, incluant l'assurance de la qualité des sous-traitants.

L'entrepreneur doit inclure une matrice qui permet de retracer les éléments des exigences de la qualité spécifiées aux paragraphes du plan qualité où l'élément a été traité.

Les documents mis en référence au plan qualité doivent être disponibles à la demande de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ou du MDN.

Si le plan qualité a été soumis lors du processus de soumission, l'entrepreneur doit réviser et, au besoin, modifier le plan soumis de façon à tenir compte des changements dans les exigences ou dans la planification qui auraient pu survenir lors des négociations menant au contrat.

Après l'acceptation du plan qualité par le MDN, l'entrepreneur doit mettre en œuvre le plan qualité. L'entrepreneur doit effectuer les modifications appropriées au plan durant le contrat de façon à refléter les activités de qualité en cours ou planifiées. Le MDN doit être en accord avec les modifications apportées au plan qualité.

Si le contrat comprend une option pour la conception, le développement ou l'entretien du logiciel, l'entrepreneur doit interpréter les exigences de la norme de qualité *ISO 9001:2018 « Systèmes de gestion de la qualité – Exigences »*, selon les lignes directrices contenues dans la dernière édition (à la date du contrat) de *ISO/IEC 90003:2018 « Ingénierie du logiciel – Lignes directrices pour l'application de l'ISO 9001:2018 aux logiciels informatiques »*.

## 7.27 ISO 9001:2015 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

Clause du Guide des CCUA [D5540C](#) (2021-05-20) ISO 9001:2015 Systèmes de management de la qualité - Exigences (code de l'assurance de la qualité Q)

## 7.28 Accès aux systèmes informatiques du MDN – Accord de non-divulgation

7.28.1 Aux fins de l'exécution des travaux visés par le contrat, l'entrepreneur et son personnel, que ce soit à titre d'employé, de sous-traitant, d'agent ou autre, selon les besoins, doivent accéder à

l'application de planification des ressources de l'entreprise (PRE) du MDN connue sous le nom de Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD) et aussi désignée parfois par le nom de l'une de ses applications connexes, soit le Système de comptabilité financière et de gestion (SCFG) ou le Système d'information – Soutien et acquisition du matériel (SISAM). L'entrepreneur convient que lui-même et son personnel se limiteront à utiliser le SIGRD afin d'accéder aux données du SIGRD et aux tableaux de données connexes nécessaires pour effectuer les travaux prévus au contrat. L'entrepreneur convient également que ni lui ni son personnel n'accéderont à tout renseignement ou à toute donnée du SIGRD qui n'est pas précisément nécessaire pour exécuter les travaux prévus au contrat, et que ni lui ni son personnel ne divulgueront de tels renseignements ou de telles données pour quelque raison que ce soit. L'entrepreneur convient qu'il assujettira, par le biais d'un contrat, ses sous-traitants de tout niveau et ses agents ayant accès au SIGRD à respecter les mêmes obligations et restrictions que lui-même avant que ces derniers ne puissent accéder au SIGRD.

- 7.28.2 L'entrepreneur doit exiger que chaque membre de son personnel qui exécute des travaux prévus au contrat et qui aura accès au SIGRD signe l'accord relatif à l'accès et la non-divulgence joint à l'annexe I. L'entrepreneur doit transmettre tous les accords relatifs à l'accès et la divulgation signés au responsable technique avant que les membres de son personnel puissent avoir accès au SIGRD. Chaque membre du personnel devant accéder au SIGRD doit obtenir une carte de l'infrastructure à clés publiques (ICP) conformément à l'authentification à deux facteurs récemment mise en œuvre (A-LM-184-001/JS-001, chapitre 1.1).
- 7.28.3 L'entrepreneur accepte d'aviser immédiatement l'autorité contractante s'il se rend compte qu'il existe ou pourrait exister une violation du présent marché ou de l'accord de non divulgation et d'accès. Il devra fournir notamment le nom de toute personne ayant commis la violation ou planifié de le faire, ainsi que tout renseignement qu'il est en mesure d'obtenir sur la nature de la violation et les données du SIGRD qui ont été consultées en violation du contrat, de la modification du contrat ou de l'accord d'accès et de non-divulgence. L'entrepreneur doit aussi transmettre immédiatement à l'autorité contractante toute allégation de violation réelle ou potentielle reçue d'un sous-traitant à tout échelon.
- 7.28.4 L'entrepreneur convient que s'il s'aperçoit qu'un membre de son personnel ou un sous-traitant à quelque échelon que ce soit a violé le présent marché (ou l'équivalent dans un contrat de sous-traitance à tout échelon) ou l'accord d'accès et de non-divulgence, ou s'il réalise que cette personne a obtenu l'accès au SIGRD sans qu'on lui ait préalablement demandé de signer l'entente relative à l'accès et à la confidentialité, et à moins que le Canada détermine que cette violation n'a procuré aucun avantage à un soumissionnaire, l'entrepreneur devra, pendant une période de deux (2) ans à compter de la date du dernier accès possible au SIGRD par cette personne, s'engager à ne pas utiliser les services ou les renseignements offerts par cette personne au moment de préparer une soumission, d'y participer ou d'agir à titre de conseiller, dans le cadre d'un processus d'approvisionnement concurrentiel du Canada si l'accès non autorisé au SIGRD pouvait procurer un avantage au soumissionnaire. La restriction de la phrase précédente s'applique à toute soumission d'un sous-traitant de tout niveau dont un membre du personnel est coupable de la violation, ou à toute soumission dans laquelle le sous-traitant de tout niveau est, le cas échéant, un participant, un sous-traitant ou offre de l'aide à un soumissionnaire. L'entrepreneur convient que le Canada peut, dans le cadre d'un appel d'offres ou d'une demande de propositions pour de tels marchés concurrentiels, exiger que les soumissionnaires attestent qu'ils n'ont pas, lors de la préparation de leur offre, utilisé les services ou les renseignements d'une personne ayant commis la violation mentionnée dans ce paragraphe, dont le nom sera indiqué dans les documents de l'appel d'offres ou de la demande de propositions.
- 7.28.5 L'entrepreneur convient que si le Canada reçoit ou découvre des preuves crédibles, de l'avis du Canada, d'une violation du présent marché ou de l'accord d'accès et de non-divulgence, ou que si les preuves sont suffisantes pour permettre de craindre raisonnablement qu'une telle violation

a eu lieu et que, par conséquent, de l'avis du Canada, le processus d'approvisionnement concurrentiel court un risque élevé de faire l'objet d'une contestation judiciaire réussie si ces preuves venaient à être connues, le Canada aura alors un motif suffisant pour rejeter toute soumission présentée par l'entrepreneur ou pour laquelle l'entrepreneur agit à titre de participant, de sous-traitant ou de conseiller, ou, si un contrat a déjà été octroyé pour une telle soumission, le Canada sera en droit de résilier le contrat pour manquement. L'entrepreneur veillera à ce que chaque sous-traitant, quel que soit l'échelon, connaisse le présent marché et le paragraphe 7.28.5 concernant l'approvisionnement par le Canada ou les contrats attribués par le Canada, et qu'il y soit lié.

7.28.6 Les recours énoncés au paragraphe 7.28.5 ne s'appliquent pas au type de violation décrit au paragraphe 7.28.4 et commis par son personnel, à moins que les conditions du paragraphe 7.28.5 soient satisfaites et que (a) la violation ait été ordonnée, demandée ou approuvée par la direction ou par le superviseur du personnel de l'entrepreneur ou du sous-traitant, selon le cas, ou que (b) l'entrepreneur ou le sous traitant, selon le cas, ait utilisé ou contribué dans le cadre d'une soumission des renseignements obtenus en raison d'une telle violation, ou qu'il ait autrement profité de la violation.

7.28.7 Le Canada a le droit de surveiller et de consigner toutes les activités associées à l'utilisation des systèmes informatiques du MDN.

7.29 Sécurité des vols  
Clause du Guide des CCUA [B4064C](#) (2008-05-12) Sécurité des vols

### **7.30 Outillage – prêté par le ministère de la Défense nationale**

7.30.1 L'outillage énuméré dans l'accord de prêt du ministère de la Défense nationale (MDN) et décrit en détail à l'annexe F est nécessaire à l'exécution des travaux prévus au contrat et sera fourni à la BOP par le MDN. Tous les autres outils spéciaux et équipements d'essai relèvent de la responsabilité de l'entrepreneur. L'étalonnage et l'entretien des outils fournis par le gouvernement relèvent aussi de la responsabilité de l'entrepreneur. L'outillage fourni demeure la propriété du Canada.

7.30.2 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit inspecter l'outillage fourni à l'entrepreneur par le MDN afin de vérifier l'état et la quantité et doit réparer, remplacer ou rembourser tous les articles jugés inutilisables. L'entrepreneur doit déclarer tous les articles irréparables et énumérer tous les composants qui ont été perdus ou sont irréparables, et envoyer la liste à l'autorité contractante. Chaque article doit aussi inclure l'étiquette d'état du matériel CF 942. À la fin du contrat, l'entrepreneur doit avoir en sa possession l'outillage au complet en bon état de fonctionnement.

7.30.3 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit immédiatement retourner l'outillage port payé au point de distribution du matériel catalogué. Le matériel non catalogué (non assorti d'un numéro de nomenclature de l'OTAN) sera acheminé conformément à la consultation entre les gestionnaires du cycle de vie du matériel, les responsables techniques et Surplus, ventes, artefacts et prêts (SVAP).

7.30.4 Les articles doivent être emballés conformément aux meilleures normes commerciales afin qu'ils arrivent intacts à destination. Ils doivent porter une étiquette CF 942 qui indique :

- a) la description;
- b) le numéro de trousse;
- c) la quantité;
- d) l'état;
- e) l'inspecteur technique (nom, signature, numéro de téléphone).

7.30.5 Les articles non identifiés ou non emballés tel qu'exigé ci-dessus et qui sont jugés inutilisables seront retournés à l'entrepreneur, qui sera responsable des coûts d'expédition de retour et des frais connexes de main-d'œuvre.

7.30.6 Les articles Hazmat doivent être clairement identifiés et doivent être rendus sécuritaires pour redistribution conformément à la Loi sur le transport des marchandises dangereuses et à son Règlement.

### **7.31 Biens excédentaires de l'État**

7.31.1 Si, pendant ou à la fin du contrat, le Canada ou l'entrepreneur en consultation avec le Canada détermine qu'un bien de l'État tel que plateforme(s), composant(es), l'outillage de production, l'équipement d'essai spécial et les pièces de rechange, est excédentaire, l'entrepreneur devra fournir un rapport qui identifie les biens excédentaires à l'autorité contractante en soumettant un tableau qui identifie tous les biens excédentaires de l'État. Le tableau doit inclure au minimum, la quantité, l'unité d'émission, la description des articles incluant le numéro de pièce, l'emplacement du bien ainsi que la classification du bien. La classification du bien doit identifier si le bien excédentaire doit être classé comme marchandise contrôlée ou non contrôlée, et précise si le bien est considéré comme matériel neuf utilisable, matériel usagé utilisable ou réparable, matériel inutilisable ou rebut. L'entrepreneur doit remplir et soumettre à l'autorité contractante le formulaire FC152, Rapport d'ajustement de matériel.

7.32.2 Si le Canada détermine que certains ou la totalité des biens excédentaires ne sont pas requis, le Canada peut donner à l'entrepreneur le premier choix d'acheter le bien à une juste valeur marchande qui sera négociée avec la Distribution des biens de la Couronne.

### **7.32 Élimination de déchets dangereux**

Clause du Guide des CCUA [A9019C](#) (2011-05-16) Élimination de déchets dangereux

### **7.33 Documents techniques fournis par le gouvernement**

Clause du Guide des CCUA [B4059C](#) (2008-05-12) Documents techniques fournis par le gouvernement

### **7.34 Catalogue du matériel sur CD-ROM**

7.34.1 Le MDN fournira à l'entrepreneur un exemplaire du Catalogue du matériel du gouvernement du Canada (CMGC) sur CD-ROM, publication A-LM-137-COM/LX-001, sur présentation d'une demande écrite au représentant de l'assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN) indiqué dans le contrat. Le CMGC contient des données exclusives assujetties à des droits limités de certains pays de l'OTAN ou de fabricants. Aux termes de l'accord de normalisation OTAN 4438, pour avoir accès au CMGC, l'entrepreneur doit signer une entente de non-divulcation et protéger les données conformément aux conditions du contrat.

7.34.2 La remise du CMGC sera coordonnée par l'entremise du RAQDN.

### **7.35 Codes non autorisés**

7.35.1 L'entrepreneur garantit que le support électronique et le logiciel fournis au Canada en vertu du contrat ne contiennent aucun virus ou code non autorisé, que ce soit ou non par sa faute ou suite à la négligence de l'entrepreneur. Si le Canada subit des pertes ou des dommages en raison de virus ou codes non autorisés, l'entrepreneur doit rembourser tous les frais engagés par le Canada en vue de remettre ses systèmes dans leur état initial.

## **7.36 Matériel**

### **7.36.1 Pièces de rechange d'avion militaire - conservation des registres**

Clause du Guide des CCUA [A0301C](#) (2007-05-25) Pièces de rechange d'avion militaire - conservation des registres

### **7.36.2 Pièces de rechange d'avion militaire - documentation sur la navigabilité**

7.36.2.1 L'entrepreneur doit fournir, pour chaque unité, la documentation sur la navigabilité ci-après en l'insérant dans l'emballage interne ou en la joignant aux biens fournis :

### **7.36.3 Condition du matériel - contrat**

7.36.3.1 L'entrepreneur doit fournir du matériel neuf, qui fait partie de la production courante et est fourni par le fabricant principal ou son agent accrédité. Le matériel doit être conforme à la dernière version du plan applicable, de la spécification et de la description du numéro de pièce, selon le cas.

### **7.36.4 Livraison de marchandises dangereuses/produits dangereux**

7.36.4.1 L'entrepreneur doit marquer les marchandises dangereuses/produits dangereux qui sont classés comme dangereux comme suit :

- a) contenant utilisé pour le transport – conformément à la Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses, ch. 34;
- b) contenant pour produit immédiat – conformément à la Loi sur les produits dangereux, L.R., 1985, ch. H-3.

7.36.4.2 L'entrepreneur doit fournir les fiches de données de sécurité en anglais et en français, indiquant le numéro de nomenclature de l'OTAN (NNO) comme suit :

- a) une (1) copie papier doit être jointe à l'envoi, et;
- b) une (1) copie en format électronique doit être envoyée à l'adresse suivante : [SDS.FDS@forces.gc.ca](mailto:SDS.FDS@forces.gc.ca).

7.36.4.3 L'entrepreneur sera responsable des dommages causés par un emballage, étiquetage ou transport inapproprié de ces marchandises dangereuses/produits dangereux.

7.36.4.4 L'entrepreneur doit respecter tous les règlements relatifs aux marchandises dangereuses/produits dangereux prévus par les lois fédérales, provinciales et municipales.

7.36.4.5 L'entrepreneur doit communiquer avec le destinataire (Section du mouvement du dépôt d'approvisionnement) au moins 48 heures avant la date prévue de livraison des marchandises dangereuses/produits dangereux afin d'établir l'horaire de réception.

### **7.36.5 Transport des marchandises dangereuses/produits dangereux**

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les marchandises dangereuses/produits dangereux visés par la Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses, ch. 34 et la Loi sur les produits dangereux, L.R.C. (1985), ch. H-3 et leur(s) règlement(s) conformément à ces dites lois et règlement(s), et être accompagnés des fiches de données de sécurité exigées, remplies en anglais et en français.

### **7.36.6 Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage**

Clause du Guide des CCUA [D3015C](#) (2014-09-25) Marchandises dangereuses / produits dangereux - conformité de l'étiquetage et de l'emballage

### **7.36.7 Matériaux d'emballage en bois**

Clause du Guide des CCUA [D2025C](#) (2017-08-17) Matériaux d'emballage en bois

## **7.37 Livraison et douane**

### **7.37.1 Instructions d'expédition – livraison à destination**

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés : rendu droits acquittés (DDP) (15 Wing Moose Jaw, Bâtiment #143, Porte #13, Moose Jaw, SK, S6H 7Z8) selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

### **7.37.2 Frais de transport**

L'entrepreneur doit expédier les biens payés d'avance (15 Wing Moose Jaw, Bâtiment #143, Porte #13, Moose Jaw, SK, S6H 7Z8). Les frais de transport, payés d'avance, doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

### **7.37.3 Droits de douane – l'entrepreneur est l'importateur**

1. Les biens fournis en vertu du contrat étant des approvisionnements de défense, une remise des droits de douane sur les importations au Canada peut être accordée en vertu du numéro tarifaire 9982.00.00, des annexes du Tarif des douanes.
2. La remise des droits de douane payables peut être accordée selon le numéro tarifaire 9982.00.00 lorsque la valeur totale du contrat des approvisionnements de défense est de 250000 \$CAN ou plus. Cette valeur comprend la valeur à l'importation des biens plus le droit qui serait applicable en l'absence du Tarif des douanes.
3. L'entrepreneur sera responsable de voir à la remise des droits de douane à l'importation ou au paiement de ces mêmes droits et de demander un remboursement à l'Agence des services frontaliers du Canada. L'entrepreneur est également responsable de demander à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, en temps opportun, l'attestation exigée en vertu du Tarif des douanes.

## **7.38 Besoins de navigabilité**

### **7.38.1 Activités de navigabilité technique**

1. Tout travaux effectué dans ce contrat, qui implique des activité liées à la navigabilité, est exécuté sous l'autorité du ministre de la Défense nationale et du programme de la navigabilité du MDN/FC, A-GA-005-000/AG-001, et est assujéti aux provisions du manuel de navigabilité technique (MNT), ITFC C-05-005-001/AG-001. Toutes activités contractuelles liées à la

---

navigabilité doivent donc être exécutées conformément au MNT. Une inobservation au MNT ou au programme de la navigabilité du MDN/FC impliquera une inobservation au contrat.

#### 7.38.2 Acceptation organisationnelle de l'ANT

1. L'entrepreneur doit obtenir l'acceptation provisoire de l'ANT en tant qu'OTechA avant de débiter toutes activités de navigabilité et obtenir l'acceptation complète de l'ANT dans les 12 mois suivant la date opérationnelle de départ. L'entrepreneur doit fournir les ressources nécessaires pour développer et valider la politique et les processus requis pour accomplir l'acceptation de l'ANT de la portée des activités requises pour exécuter le travail défini dans l'ETE. Un échec ou manquement à développer et valider la politique et processus requis pour obtenir l'acceptation complète de l'ANT résultera dans une inobservation au contrat.
2. Faisant partie intégrante du processus de l'acceptation organisationnelle, l'entrepreneur doit fournir à l'ANT un accès raisonnable aux :
  - a) manuels de politique et processus, les documents de procédures de premier plan et les instructions de travail utilisés pour exécuter les services contractuels de soutien des services, ainsi que l'aide nécessaire pour obtenir la conformité aux besoins du MNT de l'étendue des travaux; et
  - b) dossiers relatifs à l'exécution contractuelle d'activités liées à la navigabilité et ceux démontrant la conformité au MNT incluant, mais sans se limiter à : dossiers de vérification de la qualité interne et indépendante entre les mains d'un tiers, dossiers contenant habiletés, connaissances et expérience du personnel autorisé et les données engendrées démontrant la conformité à un standard de navigabilité.
3. Advenant que l'entrepreneur utilise des sous-traitants pour livrer certaines parties du travail de ce contrat, l'entrepreneur sera responsable d'assurer que les sous-traitants rencontrent les exigences du MNT en tant qu'organisation acceptable à l'ANT, avec une étendue d'autorisation suffisante de navigabilité pour exécuter tout le travail sous-traité. De plus, l'entrepreneur sera responsable d'exécuter les activités de surveillance et de supervision nécessaires des sous-traitants choisis.